



*LES CINQ PARTIES DU MONDE SE DONNANT LA MAIN* (1936) DE JOSEP M. SERT.  
DÉCORATION DE LA SALLE DU CONSEIL DE SOCIÉTÉ DES NATIONS, GENÈVE.

# L'IMMIGRATION EN CATALOGNE



SERT. MURAL À L'HÔTEL DE VILLE DE BARCELONE (DÉTAIL).

IL EXISTE UN RÉEL DANGER DE DISCRIMINER À JAMAIS DES HOMMES ET DES FEMMES QUI, AVEC UN PEU D'AIDE, POURRAIENT TRÈS BIEN S'EN SORTIR. ET, OUTRE LE COÛT HUMAIN, CECI REPRÉSENTERAIT UNE ÉNORME SOUFFRANCE MORALE.

ÀLEX MASILLORENS RESPONSABLE DU SERVICE DE MIGRATION DE CARITAS DE BARCELONE

**E**ntre 1939 (fin de la Guerre civile espagnole) et 1975 (mort du général Franco), la population est passée en Catalogne de 2,9 à 5,3 millions, cet extraordinaire accroissement résultant en grande partie de l'arrivée massive de travailleurs venant de régions beaucoup plus pauvres de l'État espagnol.

En fait, la Catalogne a été pendant de nombreuses années le moteur de l'industrialisation espagnole, ce qui explique qu'un grand nombre de ceux qui vivaient dans des zones rurales où

l'offre d'emplois était quasiment nulle considéraient l'émigration vers la Catalogne comme une des rares manières dignes de sortir de la misère. Évidemment le franquisme ne mena jamais à bien la réforme agraire dont ces régions auraient eu besoin.

La population catalane, qui représentait 11,2 % de la population espagnole en 1940, constituait 15,6% de ce total en 1975, soit 16,2 % de la population active de toute l'Espagne.

Barcelone et sa banlieue ainsi que certains endroits plus industrialisés de Ca-

talogne commencèrent, surtout à partir de la fin des années 50, à manquer de main d'œuvre bon marché disposée à faire les travaux les plus pénibles et les moins rémunérés. Ce furent donc essentiellement les Andalous, les gens d'Estremadure, de Galicie, d'Aragon, de Murcie, etc., en quête d'une vie moins indigne, qui accomplirent ces activités. Cette avalanche d'immigrants aurait pu créer beaucoup plus de conflits qu'elle ne l'a fait et aurait même pu avoir un effet très négatif au sein de la société catalane. Après la guerre civile, la Cata-



SERT. CATHÉDRALE DE VIC (DÉTAIL).

logne avait perdu ses franchises et les Catalans avaient dû renoncer à leur propre culture ainsi qu'à l'usage public de leur langue. Et l'arrivée massive d'immigrants tomba précisément au moment où l'on essayait de mettre en route de nouvelles initiatives culturelles semi-publiques de type catalaniste et à publier un certain nombre d'ouvrages en catalan. Les travailleurs qui venaient d'autres régions risquaient donc d'identifier la langue et la culture catalanes avec les patrons "opresseurs" et de rejeter par là-même tout ce qui pouvait leur sembler "trop catalan". Cependant, certaines forces sociales telles que les partis et les syndicats illégaux, et même certains mouvements d'Église, surent encourager la cohésion, le respect et la pluralisme.

Les conditions dans lesquelles vécurent la majeure partie des immigrants étaient très difficiles. Ils durent souvent se construire leur propre maison, vivre dans des bidonvilles ou des cités dortoirs bâties sans aucune planification urbanistique et ne possédant aucun des services les plus élémentaires. Aujourd'hui pourtant l'intégration de ces mêmes immigrants est exemplaire et la relation entre les Catalans d'origine et les gens venus de l'extérieur et leurs descendants est si naturelle qu'il n'y a pour ainsi dire aucune différence entre les uns et les autres. En fait, toutes les forces de tendance nationaliste comprennent un pourcentage non négligeable de personnes descendants d'immigrants à la deuxième et troisième génération. Actuellement, la plupart des habitants de la Catalogne, sans grandes différen-

ces entre les "Catalans de toujours" et ceux qui sont venus ces trente-cinq dernières années, connaissent et parlent souvent le catalan.

Aujourd'hui pourtant, peut-être par mimétisme par rapport à d'autres régions d'Europe, on commence à craindre ce qui pourrait se passer avec les nouveaux immigrants, ceux qui viennent des pays du tiers monde.

Afin d'éviter de graves erreurs, il nous faut donc affirmer, premièrement et sans ambages, qu'il n'y a ni "avalanche", ni "invasion", comme certains alarmistes ont voulu le faire croire. Les dernières études les plus fiables indiquent que le pourcentage d'étrangers en Catalogne (en comptant ceux de la Communauté européenne et du restant du "premier monde") ne dépasse en aucun cas 2 % de la population globale. À cet égard, rappelons que dans les pays d'Europe où commencent à apparaître des problèmes de racisme, rejet, discrimination, violence, etc., les pourcentages d'immigrés dépassent, dans certaines villes, 35 % de la population totale.

Soulignons deuxièmement (contrairement à ce que pensent bon nombre de gens qui n'avaient pas encore découvert l'existence des Marocains et des Gambiens) qu'il y a en Catalogne, depuis plusieurs années déjà, des immigrés du tiers monde, leur nombre, dans certains endroits, ayant fort peu changé depuis leur arrivée.

Rappelons ici qu'un assez grand nombre de Sud-Américains fuyant les dictatures de leur pays se réfugièrent en Catalogne durant les années 70. Ils ve-

naient surtout du Chili (1973) et d'Argentine (1976), mais également d'autres pays d'Amérique du Sud. Avant eux, vers la fin des années 60 et le début des années 70, étaient arrivés régulièrement et en nombre croissant des étrangers des pays d'Afrique noire qui s'installaient dans des régions rurales et/ou touristiques où ils travaillaient essentiellement aux champs et dans l'artisanat. À cette époque il y avait aussi déjà des dizaines de milliers de Marocains dans la grande banlieue industrielle de Barcelone. Ils étaient entrés clandestinement et, en fait, sans grand problème car on vivait alors une période d'expansion qui requérait une main d'œuvre moins chère que celle du pays, qui soit disposée à être encore plus exploitée et contribue à la mise en œuvre des grands plans de développement reposant essentiellement sur les investissements en infrastructures et services.

Au début, cette main d'œuvre ne s'installait pas définitivement, mais allait et venait et très souvent, dès que l'occasion se présentait, s'échappait en France. Bon nombre des Marocains travaillèrent dans des conditions très pénibles à la construction des premières autoroutes espagnoles.

La crise économique augmentant, vers 1975 une grande partie de l'immigration étrangère venue du tiers monde passa de la mobilité à la stabilité. Comme le signale Teresa Losada dans son travail "La immigració marroquina en els últims vint anys", recueilli dans l'ouvrage *Els treballadors africans a Catalunya. Aspectes socials i culturals*, publié par la Fundació Jaume Bofill de



SERT. MURAL À L'HÔTEL DE VILLE DE BARCELONE (DÉTAIL).

Barcelone, “durant les dix ou quinze dernières années, de profonds changements économiques, politiques et culturels ont modifié le profil de l’immigration et débouché sur le double paradoxe de la coexistence de travailleurs étrangers et chômage et du divorce entre immigration et exigences de la production. Au plan démographique ce changement a fait qu’une classe déterminée de travailleurs manuels passe à une population étrangère par l’apport substantiel de générations nouvelles et que les métiers manuels soient maintenant exercés par une population étrangère, dont l’index de reproduction est plus élevé. La plupart des Marocains sont actuellement obligés de travailler dans l’agriculture, dans des emplois que personne ne veut, au sein d’un paysage d’usines qui n’arrive pas à surmonter les séquelles de la crise. L’immigration (...) n’est plus considérée comme un phénomène secondaire et transitoire, mais comme une réalité touchant tous les domaines de notre société, culturel, politique, économique et religieux.”

L’État espagnol a perdu une occasion en or de mener à bien de façon efficace un dénommé “processus de régularisation des travailleurs étrangers” (à mi-chemin entre l’amnistie et le recensement), mais cette régularisation a constitué la dernière “chapuza nacional” (rafistolage national). Les choses ont été faites n’importe comment. On a foulé aux pieds les droits les plus élémentaires des immigrés, on a égaré des dossiers, on a commis d’innombrables offenses comparatives entre des personnes dans des situations presque identiques, etc. Le

résultat en définitive c’est que des dizaines de milliers d’immigrants sont toujours en situation illégale, que les étrangers “expulsés” privés de leurs papiers ont, dans le fond de leur poche, un ordre d’expulsion que personne n’exécute (et que légalement ils ne pourront jamais travailler ni louer un appartement), que les prisons sont pleines d’étrangers sans aucun espoir de réhabilitation... Et parmi les “réguliers” tout n’est pas non plus si rose : l’Administration s’est acharnée à refuser les regroupements familiaux, empêchant de nombreuses personnes travaillant ici depuis des années de faire venir leur famille et de pouvoir faire des projets pour l’avenir.

Il existe un réel danger de discriminer à jamais des hommes et des femmes qui, avec un peu d’aide, pourraient très bien s’en sortir. Outre le coût humain, ceci représenterait une énorme souffrance morale. C’est la raison pour laquelle il y a en Catalogne un grand nombre de personnes et d’organisations qui luttent pour éviter que ce danger ne devienne réalité.

Toutefois, il serait incroyablement injuste de ne pas dire que certaines zones étendues du pays ont parfaitement su résoudre ces problèmes. L’intégration et l’acceptation de la part de la population autochtone des nombreux travailleurs immigrés étrangers sont aujourd’hui une réalité irréversible.

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes à but non lucratif se consacrant à l’aide directe aux travailleurs immigrés qui vivent en Catalogne mènent à bien toute une série

d’activités de tous genres.

Ainsi, outre l’aide sociale aux familles, absolument prioritaire si nous voulons éviter (dans la mesure du possible) que les immigrants soient les uns après les autres systématiquement discriminés, elles s’occupent par exemple du suivi de la scolarisation des filles et des garçons, du soutien légal et juridique, consistant surtout à défendre les droits reconnus aux immigrants et, en général, aux citoyens espagnols, et de l’obtention de permis de résidence et de travail. Il est également important de veiller à ce que les immigrants obtiennent bien les pensions leur correspondant légalement et même, dans certains cas, la nationalité. Certains organismes offrent également des cours d’alphabétisation pour adolescents et adultes ainsi que des cours de formation globale destinés aux femmes et de formation professionnelle destinés aux deux sexes sans distinction. On veille aussi à ce que tous les enfants soient scolarisés, les écoles publiques catalanes admettant désormais les filles et les garçons en situation régulière comme ceux qui ne le sont pas.

Il arrive souvent aussi qu’on ait à aider financièrement des familles pour les livres ou la demi-pension, ou bien pour qu’elles puissent terminer de payer leur logement ou même pour subvenir à leurs besoins alimentaires.

Finalement, nous expliquons la façon dont vivent les immigrants chez nous et les problèmes qu’ils rencontrent et, surtout, la manière dont on peut petit à petit les résoudre. Une tâche de divulgation et de dénonciation, à nos yeux, indispensable. ●